

**EXONERATION DES BENEFICES REALISES
PAR LES ENTREPRISES IMPLANTEES
DANS LES ZONES DE REVITALISATION RURALES (ZRR)**

Dispositif prévu à l'article 44 quinquies du CGI

Vous voudrez bien apporter les réponses détaillées aux questions ci-après.

Il vous est demandé de joindre en annexe tout document susceptible de compléter utilement ces réponses.

I. NATURE DE LA DEMANDE DE RESCRIT

1. Demande adressée à l'administration fiscale préalablement à la date de création ou de reprise :

OUI

NON

Dans l'affirmative, demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-2° du LPF

OU A DEFAUT :

2. Demande adressée à l'administration fiscale antérieurement à la date de dépôt de la déclaration :

OUI

NON

Dans l'affirmative, demande de rescrit sollicitée en application de l'article L 80 B-1° du LPF

II. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

ENTREPRISE INDIVIDUELLE :

Nom et Prénom :

Nom commercial :

SOCIETE :

Dénomination sociale :

Forme juridique :

N° SIRET :

Nom du dirigeant :

(Joindre les statuts s'ils sont déjà établis)

COORDONNÉES DE LA PERSONNE CHARGÉE DE SUIVRE LA DEMANDE DE RESCRIT :

Nom et Prénom :

Téléphone :

Courriel :

DATE DE CREATION OU DE REPRISE :
(Depuis le 01/01/2011)

DATE DE DEBUT D'ACTIVITE :

IMPLANTATION DU SIEGE SOCIAL :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

ADRESSE(S) D'IMPLANTATION DES ETABLISSEMENTS DISPOSANT DES MOYENS D'EXPLOITATION :

(en présence de plusieurs établissements, préciser lesquels sont situés en ZRR)

.....
.....

NATURE DE L'IMPOT POUR LEQUEL L'ALLEGEMENT EST DEMANDE :Impôt sur les sociétés : Impôt sur le revenu :

Autres impôts (préciser) :

REGIME D'IMPOSITION :**MICRO ENTREPRISES ¹ :**

Pour les entreprises relevant des bénéfices non commerciaux, déclaration contrôlée :

Pour les entreprises relevant des bénéfices industriels et commerciaux, régime réel d'imposition :

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :**III. NATURE ET CARACTERE DE L'ACTIVITE****ACTIVITE EXERCEE A TITRE PRINCIPAL :**

(En cas d'activité mixte, l'activité prépondérante sera précisée)

Activité commerciale Activité artisanale Activité industrielle Activité non commerciale En cas d'activité non commerciale, sera-t-elle exercée à titre habituel et constant ? OUI NON **L'entreprise exerce-t-elle une activité bancaire, financière, d'assurances, de gestion ou de location d'immeubles, de pêche maritime ?** OUI NON

Dans l'affirmative, préciser la nature de l'activité :

ACTIVITE SECONDAIRE, préciser laquelle :**COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :****IV. CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITE****Montant du chiffre d'affaires réalisé :****L'activité est-elle exercée de manière non sédentaire ?** OUI NON Dans l'affirmative, le chiffre d'affaires réalisé en partie en dehors des ZRR est-il, exercice par exercice, inférieur à 25 % du chiffre d'affaires total ? OUI NON **En toute hypothèse, détailler de façon exhaustive la fraction du chiffre d'affaires réalisé en dehors de la ZRR :**

(Joindre une annexe en cas d'insuffisance de lignes dans le présent tableau)

Prestations rendues	Adresse	Montant

¹ Pour bénéficier des dispositions de l'article 44 quinquies, l'entreprise doit opter pour un régime réel avant la date de dépôt de la première déclaration de résultats.

Effectif des salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée d'au moins 6 mois à la date de clôture du premier exercice et au cours de chaque exercice de la période d'application des dispositions² :

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :

V. CONDITIONS DE LA CREATION OU DE LA REPRISE

S'AGIT-IL D'UNE CREATION ? OUI NON

Dans l'affirmative, l'entreprise a-t-elle été créée dans le cadre d'une extension d'activités préexistantes :

OUI NON

Existe-t-il un ou des contrats nécessaire(s) à l'exploitation de l'activité notamment en matière d'utilisation d'une enseigne, d'un nom commercial, d'une marque ou d'un savoir-faire, de conditions d'approvisionnement, de modalités de gestion administrative, contentieuse, commerciale ou technique ?³

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser de manière détaillée le rôle, les fonctions et les risques de chacun des partenaires cocontractants, avant ET après la création ou la reprise :

S'AGIT-IL D'UNE REPRISE ? OUI NON

L'activité créée ou reprise est-elle consécutive au transfert d'une activité précédemment exercée par un contribuable ayant bénéficié, au titre d'une ou plusieurs des cinq années précédant celle du transfert, des dispositions des articles 44 sexies, 44 sexies A, 44 septies, 44 octies, 44 octies A, 44 decies, 44 undecies, 44 duodecies, 44 terdecies, 44 quaterdecies ou d'une prime d'aménagement du territoire ?

OUI NON

Dans l'affirmative, pour quel dispositif fiscal et au titre de quelle(s) année(s) ?

L'entreprise bénéficie-t-elle d'un régime spécifique d'exonération :

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser la nature de cette exonération :

Dans l'infirmative, l'entreprise a-t-elle opter pour le régime prévu à l'article 44 quindecies dans les six mois suivant le début d'activité⁴

OUI NON

L'entreprise individuelle a-t-elle fait l'objet d'une opération de reprise ou de restructuration au profit :

du conjoint de l'entrepreneur OUI NON

du partenaire auquel l'entrepreneur est lié par un pacte civil de solidarité défini à l'article 5145-1 du code civil OUI NON

de leurs ascendants et descendants OUI NON

de leurs descendants OUI NON

de leurs frères et sœurs OUI NON

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS JUGES UTILES :

²Joindre les contrats de travail

³Joindre une copie du ou des contrat(s)

⁴Joindre le justificatif de l'option

VI. CONDITIONS DE DETENTION DE L'ENTREPRISE AVANT L'OPERATION DE REPRISE OU DE LA RESTRUCTURATION				
Détailler les participations des associés				
Nom ou prénom ou raison sociale de l'associé	Adresse	Fonction de l'associé	Pourcentage de détention du capital	
			Droits de vote	Droits à dividendes

Des associés, personnes physiques ou personnes morales, détenaient-ils indirectement des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement objet de l'opération de reprise ou de restructuration :

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser au travers de quelle(s) structure(s) et le pourcentage de détention du capital dans chacune de ces structures :

.....

VII. DETENTION DU CAPITAL DE L'ENTREPRISE CREEE, REPRISE OU OBJET DE LA RESTRUCTURATION				
Détailler les participations des associés				
Nom ou prénom ou raison sociale des associés	Liens de droit entre associés ⁵	Adresse	Pourcentage de détention du capital	
			Droits de vote	Droits à dividendes

Des associés, personnes physiques ou personnes morales, détiennent-ils indirectement des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société, de la personne morale ou du groupement objet de l'opération de reprise ou de restructuration ⁵:

OUI NON

Dans l'affirmative, préciser :

- au travers de quelle(s) structure(s) :
- le pourcentage de détention du capital dans chacune de ces structures :
- le lien de droit avec le cédant⁵ :

⁵ Pour les personnes physiques : Conjoint, partenaire de PACS, ascendants, descendants, collatéraux ;
 Pour les personnes morales : liens capitalistiques ; joindre un organigramme.

VIII. SUBVENTIONS PERCUES
L'entreprise a-t-elle bénéficié de subventions publiques à raison des dépenses ouvrant droit au crédit d'impôt ?
OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, préciser le montant :
.....

IX. AIDES DE MINIMIS
L'entreprise a-t-elle perçu depuis le 1 ^{er} janvier 2011 des sommes soumises au plafond des aides de minimis telles que notamment le crédit impôt recherche, le crédit d'impôt en faveur de l'intéressement ou le crédit d'impôt sur les bénéfices des entreprises exerçant dans le secteur des métiers d'art ?
OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Dans l'affirmative, préciser les montants correspondants :
.....

X. AUTRES ELEMENTS ESTIMES NECESSAIRES POUR PERMETTRE A L'ADMINISTRATION D'APPRECIER SI LES CONDITIONS REQUISES PAR LA LOI POUR BENEFICIER DE L'EXONERATION SONT EFFECTIVEMENT REMPLIES

A....., le.....

Certifié complet, exact et sincère
Signature (et qualité du signataire)

<p>Cette demande doit être renvoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre décharge à LA DIRECTION DEPARTEMENTALE OU REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES dont dépend le service auprès duquel l'entreprise remplit ses obligations déclaratives.</p>
